



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI

Hors commission - Contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le syndicat mixte de développement local du Pays Cœur d'Hérault - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans la continuité de la délibération du 22 mars 2022 relative à l'adoption du contrat de réciprocité avec la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault il est proposé d'approuver la conclusion du contrat avec le syndicat mixte de développement local du Pays Cœur d'Hérault.

Il regroupe les trois communautés de communes du Clermontais, du Lodévois et Larzac et de la Vallée de l'Hérault. Marqué par sa diversité paysagère aux influences méditerranéennes et par son patrimoine exceptionnel (présence de 3 Grands sites), le Cœur d'Hérault est très diversifié, de la plaine viticole aux pâturages du Larzac en passant par le piémont plus boisé. De par sa proximité avec les agglomérations montpelliéraines et biterroises, situé sur les autoroutes gratuites A75/A750, il est également soumis à une forte attractivité démographique organisée autour de plusieurs pôles urbains complémentaires dont les 3 principaux sont Lodève, Gignac et Clermont l'Hérault.

Ce syndicat mixte ouvert regroupant 77 communes et 85 960 habitants a pour objet :

- D'animer et de coordonner la mise en cohérence du développement du territoire de manière durable ;
- De contractualiser avec les partenaires publics, voire privés, les programmes de développement territoriaux.

Il assure à ce titre :

- La défense ou le développement des services publics ou à la population, notamment en matière de santé, de transport et d'infrastructures, de communication ;
- L'animation et la coordination d'un projet de développement culturel et patrimonial ;
- La coordination du développement et de la promotion de la « *Destination touristique Pays Cœur d'Hérault* » dans le cadre d'une mission de Pays d'Accueil Touristique ;
- Les missions de développement économique pour coordonner et animer le développement économique du territoire, assurer le portage de la pépinière d'entreprises du Pays Cœur d'Hérault et de son centre d'affaires, ainsi que l'appui aux démarches collectives d'entreprises dans le cadre de filières locales ou de secteur d'activité stratégique ou représentatif en Cœur d'Hérault.

Le Pays Cœur d'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ont déjà porté des prospectives communes notamment dans le cadre de l'élaboration coordonnée de leurs Schémas de Cohérence Territoriaux (SCoT) et de leurs Plans Climats Air Energie Territoriaux (PCAET). Le projet d'accord de partenariat formalise, renforce et approfondit cette coopération de projet mais il doit aussi constituer une réponse aux préoccupations, aux attentes quotidiennes de leurs habitants notamment face aux défis de la transition écologique et énergétique et aux tensions qu'elles génèrent. Alors que les territoires sont de plus en plus interdépendants et que les flux de biens et de personnes n'ont pas cessé de se densifier et de s'accélérer depuis l'inauguration de l'autoroute A 750, une alliance réciproque, structurée et efficace apparaît comme une solution incontournable pour développer des politiques publiques innovantes et adaptées pour des populations qui partagent un bassin de vie commun.

Cet effort de structuration et de rationalisation de l'action publique doit aussi permettre d'optimiser les financements des principaux partenaires que sont l'Union Européenne, l'Etat, la Région, notamment dans le cadre du prochain Contrat de Plan Etat Région (CPER) en cours d'élaboration.

Dans un premier temps, cet accord se positionne prioritairement sur les thématiques suivantes :

- L'aménagement équilibré du territoire et la planification territoriale ;
- La transition énergétique et le Plan Climat ;
- L'alimentation et la forêt ;
- La mobilité ;
- L'économie et l'emploi ;
- Le tourisme, le patrimoine et la culture.

L'aménagement équilibré du territoire et la planification territoriale

La localisation du Pays Cœur d'Hérault au sein de l'aire d'attraction de Montpellier (INSEE 2020), illustre la proximité entre les deux territoires et les besoins de cohérence d'action, en matière d'aménagement du territoire, d'environnement, de mobilité, et d'économie, etc. Ainsi, le sens du dialogue est pleinement à rechercher en matière d'aménagements (groupe Inter SCoT thématique, Commissions Territoriales, ...).

Dans ce cadre, il apparaît nécessaire d'identifier ensemble les moyens pour relever le défi du respect de l'objectif global du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) : outil de mesure, indicateurs partagés, identification des gisements fonciers à désimperméabiliser, processus opérationnel (renaturation, seuil minimum d'espace perméable, ...).

Une réflexion commune doit être aussi menée entre les deux territoires concernant l'articulation entre gestion de la croissance démographique qui va continuer à perdurer et développement des trames vertes et bleues.

Elle doit aussi envisager la création d'un outil type « *agence d'urbanisme* » permettant de réunir au sein d'une instance *ad hoc*, la réflexion, la stratégie, l'opérationnalité, la maîtrise de la donnée pour viser plus de cohérence et de qualité dans les actions communes et territoriales en matière de mobilités, d'aménagement et d'urbanisme. En effet, un certain nombre de travaux et de prospectives doivent s'inscrire dans le grand territoire : l'urbanisme durable et *smart city*, les nouvelles formes urbaines, toutes les formes de transports participant aux objectifs de décarbonation et de réduction de l'autosolisme

La transition énergétique et le Plan Climat

Les deux structures intercommunales partageront leurs objectifs de mise en œuvre des PCAET, notamment en lien avec la mise en place de la Zone à Faibles Emissions (ZFE) sur la Montpellier Méditerranée Métropole et la révision des Plans de Protection de l'Atmosphère. La question des énergies renouvelables constitue aussi un point crucial pour le développement des territoires.

Une coordination des politiques publiques dans ces domaines apparaît pertinente pour apporter des réponses partagées :

- Participation à l'évaluation croisée à mi-parcours des PCAET ;
- Mise en œuvre coordonnée d'actions en faveur de la ZFE notamment par le développement d'espaces de *co-working* et de tiers lieux sur le territoire du Pays Cœur d'Hérault ;
- Etude de faisabilité juridique, financière, relative à l'intégration des acteurs publics du Pays Cœur d'Hérault au sein des établissements métropolitains compétents dans la perspective de bénéficier d'une ingénierie partagée pour le développement d'infrastructures innovantes de production de chaleur, de froid, d'énergie : centrale biomasse trigénération, réseaux de chaleur, centrales photovoltaïques, récupération de chaleur, géothermie, méthanisation, production d'hydrogène vert.

La mobilité

Compte tenu des implications croissantes de la mobilité sur les deux bassins de vie, il apparaît opportun de créer un groupe de travail « *Mobilité* » qui pourrait piloter cette thématique commune et suivre les projets structurants (Car à Haut Niveau de Service – CHNS, modes doux, réutilisation des voies ferrées désaffectées). Cette gouvernance aura vocation à être étendue à l'ensemble du bassin de vie montpellierain.

Les projets structurants seront également mieux identifiés et portés collectivement auprès d'autres institutions : Etat, Région, Département.

La coordination voire la mutualisation des outils de covoiturage tels que Klaxit et Picholines.fr et un travail concerté sur les aires de regroupement avec le Département participent à cette dynamique.

Les choix, orientations et accompagnement qui seront mis en place concernant la ZFE seront réfléchis et concertés de façon partenariale, au regard du périmètre concerné et des déplacements depuis le Cœur d'Hérault vers la Métropole particulièrement pour le travail.

L'alimentation et la forêt

Il convient d'engager une réflexion commune et stratégique concernant les politiques alimentaires des deux territoires sur le moyen et long terme.

La démocratie et la justice alimentaire locale constitueront un des axes majeurs de cette coopération.

La participation croisée à la gouvernance locale doit être un atout des politiques publiques. A ce titre pourront notamment être mise en œuvre les actions suivantes :

- Concernant les aspects fonciers, partage d'expérience sur différents outils et dispositifs : association foncière agricole (3M) ; périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels (PAEN) de la Rouvière (PCH) ; ZAP sur la plaine ouest (3M) ; Baux à clauses environnementales (3M) ; Espaces tests agricoles (3M et PCH) ;
- En matière d'agroécologie : mise en réseau des exploitations aux pratiques agro-écologiques vertueuses et partage des outils (fiches chemins de transition agroécologique, archipel des fermes ressources) ;
- Structuration des filières avec mise en œuvre à terme d'ateliers mutualisés de transformation alimentaire (apicole à Montaud, aire de triage céréales et légumineuses, atelier de transformation paysanne, pôle de transformation du Marché d'Intérêt National – MIN...) ;
- Evolution de la plateforme Bon et Local (BOCAL) de valorisation des circuits courts et des initiatives locales sur les territoires de la Métropole, Grand Pic Saint Loup, Pays de l'Or avec intégration du Pays Cœur d'Hérault ;
- Organisation et communication sur les 4 Saisons de l'Agroécologie, 4 temps forts dans l'année, pour valoriser les initiatives locales sur les territoires de la Métropole, Grand Pic Saint Loup, Pays de l'Or et Pays Cœur d'Hérault.

La forêt est également un espace de séquestration carbone à valoriser à l'aune des PCAET des deux territoires. Une gouvernance commune permettrait d'y travailler plus en amont. Cette politique peut prendre appui sur la Charte Forestière de Territoire (CFT) du Cœur d'Hérault.

L'économie et l'emploi

Le projet de contrat de partenariat doit favoriser l'innovation et la création d'entreprises :

- Participer en tant que membres fondateurs à la création de l'Agence de Développement de l'aire urbaine montpelliéraine ;
- Développer de manières pragmatiques et opérationnelles le partenariat entre les incubateurs et pépinières d'entreprises du Business Innovation Center la future Halle de l'innovation Novel.id ;
- Assurer une qualité d'accompagnement et de services aux entreprises et porteurs de projets accompagnés par le Pays Cœur d'Hérault (co-accompagnement incubation et accélération) ;
- Favoriser l'accès aux compétences et aux expertises du BIC (relations inter-entreprises, rencontres investisseurs et événements divers, stratégies concertées du foncier et de l'immobilier d'entreprises) ;
- Réorienter les projets issus des deux territoires et/ou souhaitant s'y installer.
- **Le tourisme, le patrimoine et la culture**

La proximité des deux structures intercommunales permet d'envisager les axes de coopération touristique suivants :

- Etablissement de documents de promotion avec renvoi vers les destinations, produits « *micro-aventures* » au départ de Montpellier, coproduction de contenus marketing... ;
- Accueil de groupes (montage de produits packagés agro-œno, sportif, etc.) en lien avec le tourisme d'affaire et professionnel accueilli sur Montpellier (colloques, salons, séminaires) ;
- Coopération sur la filière œnotouristique au travers du label « *Vignobles et découvertes* » : échanges d'expériences dans le cadre du dossier de candidature porté par Montpellier Méditerranée Métropole, création d'offres packagées communes...

Dans le cadre du pilotage respectif d'une Convention Généralisée d'Education Artistique et Culturelle (CGEAC) à l'échelle de Montpellier Méditerranée Métropole et du Pays Cœur d'Hérault, des partenariats pourraient être articulés autour de différentes approches :

- La sensibilisation à la culture des publics en temps scolaire par des parcours de résidences artistiques croisés ;
- Le développement des pratiques artistiques amateurs, en développant par exemple les liens entre les écoles de musique du Cœur d'Hérault et le Conservatoire à Rayonnement Régional de la Métropole ;

- L'implication et l'élargissement des publics en favorisant des coopérations entre les projets artistiques des deux territoires (autour de la photo par exemple avec le Festival Iso Photo de Vendémian et le Pavillon Populaire) ;
- La structuration de l'EAC, en organisant conjointement des actions de formation professionnelle croisées et en favorisant les coopérations entre les services éducatifs ;
- Le rayonnement des équipements culturels structurants (label national et/ou en capacité de mobiliser des publics et de s'appuyer sur des professionnels des arts et de la culture) de la Métropole vers le Pays Cœur d'Hérault sera développé (projets avec le MOCO par exemple).

Gouvernance

La gouvernance de ce partenariat sera assurée par un Comité de Pilotage composé des présidents des deux structures ou leurs représentants et des Vice-Présidents ou leurs représentants dont les délégations sont impactées par cet accord. Il se réunira une fois par an pour prendre acte du bilan établi par le Comité Technique et définir les principales évolutions de cette coopération.

Les Conseils de développement des deux territoires seront associés au suivi et à l'évolution de ce contrat.

Le contrôle régulier de sa bonne mise en œuvre sera assuré par un Comité Technique composé des directeurs généraux ou leurs représentants et des principaux responsables administratifs et techniques participant à l'alliance des deux territoires.

Le présent contrat de partenariat est conclu de sa signature au 31 décembre 2026.

Il pourra être modifié par avenant adopté par délibération concordantes portant notamment sur l'ajout de nouvelles thématiques, le complément ou l'amendement du programme d'actions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du contrat de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le syndicat de développement local du Pays Cœur d'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-216426-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DECS_2022_55_Accord_cadre_PCH_3M_annexe_Projet_accord.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.